

# Sommet tripartite secret de Jérusalem

*par Thierry Meyssan*

Un sommet des conseillers nationaux de sécurité états-unien, israélien et russe a été annoncé à Jérusalem. Il s'agit de démêler l'imbroglio autour de l'Axe de la Résistance, de garantir la sécurité de tous les États du Moyen-Orient et une suzeraineté partagée des États-Unis et de la Russie sur tous les acteurs, dont Israël.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 11 JUIN 2019

DEUTSCH ENGLISH ITALIANO TÜRKÇE РУССКИЙ



**Nikolaï Patrouchev et John Bolton se rencontreront à Jérusalem, en présence de Meir Ben-Shabbat.**

**U**n sommet des trois conseillers nationaux de Sécurité états-unien, israélien et russe se tiendra en juin 2019 à Jérusalem. Cet événement inédit a déjà donné lieu à des « révélations » et à des « démentis » sur ce qui devait y être discuté. La presque totalité des commentateurs glose à partir d'idées fausses que tous reprennent en chœur. Nous devons les rectifier avant d'évaluer ce qui est en jeu dans ce sommet.

## Le jeu des Grandes puissances dans la région

Durant la Guerre froide, la stratégie états-unienne d'endiguement (*containement*) est parvenue à repousser l'influence soviétique au Moyen-Orient. Après l'effondrement de l'URSS, la Russie a quitté cette région et n'y est revenue que lors de la guerre occidentale contre la Syrie.

La Russie est présente au Levant (sauf durant la période 1991-2011) depuis la tsarine Catherine II qui, à la demande des habitants, envoya sa flotte défendre Beyrouth. Sa politique vise d'abord à protéger le berceau du christianisme (qui est Damas et non pas Jérusalem), fondement de la culture russe. Ce faisant, la Russie a étendu son influence en Méditerranée orientale et est parvenue aux eaux chaudes de l'Océan indien.

En 2011, la Russie a été le seul État à distinguer les révolutions colorées du Maghreb (les « printemps arabes ») des guerres contre la Libye et contre la Syrie. Les Occidentaux, qui ont leur propre interprétation de ces événements, n'ont toujours pas fait l'effort de comprendre leur lecture par la Russie. Il ne s'agit pas ici de déterminer qui a raison et/ou qui a tort —c'est un autre sujet [1]—, mais d'admettre qu'il existe deux narrations totalement différentes des faits. Il est à noter que les Occidentaux conviennent que Moscou n'a pas digéré la manière dont ils ont violé la résolution visant à protéger les populations civiles en Libye. Ils reconnaissent ainsi que ce ne sont pas les Russes, mais l'impérialisme occidental, qui a créé le problème que nous affrontons aujourd'hui.

Sur la base de sa propre analyse, la Russie a commencé à opposer son veto aux résolutions occidentales sur la Syrie au Conseil de sécurité. Simultanément, elle a, à la demande syrienne, mené des négociations avec Damas en vue de déployer des troupes de maintien de la paix de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) en Syrie. En définitive, Washington et Moscou se sont rencontrés à Genève, en présence des nations occidentales et en l'absence des acteurs moyen-orientaux, pour acter une suzeraineté partagée sur le Moyen-Orient. C'était en juin 2012. Ces noces n'ont duré que quelques jours. Elles furent brisées par la France, agissant pour le compte de la secrétaire d'État Hillary Clinton.

7 ans plus tard, Moscou réclame son dû. En effet, c'est la Russie —et non pas l'OTSC— qui s'est déployée militairement en Syrie et, aux côtés de

l'armée syrienne et du Hezbollah, a vaincu les jihadistes —et absolument pas Washington et ses alliés qui, au contraire, les ont armés [2]—. Elle le réclame à Jérusalem car un million de russophones sont citoyens israéliens et que l'un d'entre eux, Avigdor Lieberman, vient de faire chuter deux fois de suite le gouvernement Netanyahu [3].

Cette évolution est difficile à admettre pour ceux qui en sont restés à l'alliance États-Unis/Israël qui caractérisait l'ère Bush Jr. Pourtant, les autorités israéliennes se sont rendu bien plus de fois à Moscou qu'à Washington depuis la défaite de Daesh.

## Le jeu des puissances régionales face à Israël

Il existe un allant-de-soi selon lequel les forces de l'« Axe de la Résistance » (Palestine-Liban-Syrie-Iraq-Iran) seraient dévouées à l'anéantissement des Israéliens comme les nazis le furent à celui des juifs. C'est un copier-coller grotesque.

En réalité, le Hezbollah est originellement un réseau de Résistance chiite à l'occupation israélienne du Liban. Il a successivement été armé par la Syrie puis, après le retrait de la force syrienne de maintien de la paix au Liban en 2005, par l'Iran. Il n'a jamais eu comme objectif de « jeter les juifs à la mer », mais au contraire, il ne cesse d'affirmer son intention d'établir l'égalité en Droit pour tous. L'occupation israélienne du Liban fut une réalité allant bien au-delà de la volonté du gouvernement israélien qui fut dépassé par l'initiative de prendre Beyrouth du général Ariel Sharon. C'est aussi le fait de la Collaboration de milices chrétiennes et druzes libanaises, dont celles de Samir Geagea et de Walid Joumblatt.

Identiquement, la Syrie a réagi à l'expansionnisme israélien d'abord en se défendant, puis en se portant au secours des populations palestiniennes. Ceci est parfaitement légitime, sachant que la Palestine et la Syrie actuelles formaient une seule entité politique avant la Première Guerre mondiale [4]. Nul ne conteste, pas même les États-Unis, qu'Israël n'a cessé depuis soixante-dix ans de grignoter des territoires à ses voisins et continue de le faire.

Dès le début de la Guerre froide, les États-Unis, tout à leur politique d'endiguement des Soviétiques, avaient parfaitement conscience de cet

expansionnisme israélien qui bouleversait la stabilité de la région. Ils armèrent la Syrie pour qu'elle puisse lui résister —pas l'attaquer— et armèrent identiquement d'autres forces, dont l'Iraq [5]. C'est le secrétaire d'État états-unien, John Foster Dulles, et lui seul, qui créa l'« Axe de la Résistance ». Il s'assurait ainsi que la Syrie et l'Iraq ne se tourneraient pas vers l'Union soviétique pour se défendre et obtenir son assistance militaire.

L'administration de Dwight Eisenhower savait qu'Israël était le fruit de la volonté de Woodrow Wilson et David Lloyd George [6], mais il le considérait comme un cheval fou qu'il fallait à la fois protéger et dompter.

Washington se rallia donc aux idées britanniques : le traité d'assistance militaire entre Damas et Téhéran puis, en 1958, le Pacte de Bagdad permettant la création du CenTO (équivalent régional de l'Otan). Le contexte s'est modifié et les acteurs ont changé, mais pas leur mobile.

Le cas de l'Iran est le principal problème aujourd'hui. En effet, la majorité de ses dirigeants n'aborde pas cette question de manière politique, mais religieuse. Une prophétie chiite assure que les juifs reformeront un État en Palestine, mais qu'il sera rapidement détruit. Le Guide la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, tient ce texte pour canonique. Il égrène ce compte à rebours et a ainsi affirmé qu'Israël aura disparu dans 6 ans (en 2025).

La crispation des positions, en Iran autour de cette prophétie et en Israël autour de la loi « Israël, État-nation du peuple juif » (2018), est la source de la continuation de ce conflit qu'un peu d'intelligence permettrait de débloquer. C'est ce que Donald Trump et Jared Kushner ont essayé de faire et c'est là qu'ils ont échoué : si le développement économique peut effacer la question des réparations, aucune avancée ne sera possible sans faire évoluer les représentations du monde qu'ont les juifs, les arabes et les perses.

## Qu'est-ce que l'« Axe de la Résistance » ?

Les responsables religieux iraniens utilisent souvent l'expression « Axe de la Résistance » pour désigner l'alliance face à Israël. Cependant aucun traité ne formalise cet axe. Jamais ses dirigeants n'ont tenu de sommet pour se concerter.

Depuis l'invasion états-unienne de l'Iraq, en 2003, les forces de cet axe se sont lentement divisées de sorte qu'aujourd'hui, ses conflits internes sont plus importants que son combat externe.

En 2003, le chef religieux iraquien chiite Mohammad Sadeq al-Sadr était assassiné. À tort ou à raison, ses partisans en tirent pour responsable le Grand ayatollah Ali al-Sistani. Celui-ci est un iranien vivant en Iraq où il dirige les séminaires chiites. Progressivement la communauté chiite iraquienne se divisa entre les pro-Iraniens d'al-Sistani et les pro-arabes du fils du défunt, Moqtada al-Sadr. Celui-ci coupa successivement avec Damas, puis avec Téhéran en 2017, et se rendit à Riyad auprès du prince Mohamed ben Salmane.

En 2006, profitant de sa victoire électorale locale lors des élections législatives dans les Territoires palestiniens, le Hamas réalisa un coup d'État contre le Fatah et se proclama autonome dans la Bande de Gaza [7]. En 2012, sa direction politique, qui vivait en exil à Damas, se transporta soudainement à Doha, alors que le Qatar finançait les jihadistes contre la Syrie. Le Hamas se déclara « Branche palestinienne des Frères musulmans », un parti politique interdit en Syrie. Ses hommes et des agents du Mossad israélien entrèrent dans la ville syrienne de Yarmouk pour y assassiner leurs rivaux marxistes du FPLP-Commandement général. L'armée syrienne encercla la ville et le président palestinien Mahmoud Abbas l'assura de son soutien.

Il est absurde pour les Occidentaux de vouloir détruire l'« Axe de la Résistance », qu'ils ont voulu et aidé à créer, uniquement parce qu'ils en ont perdu le contrôle. Il leur suffit d'attendre, celui-ci se délite tout seul.

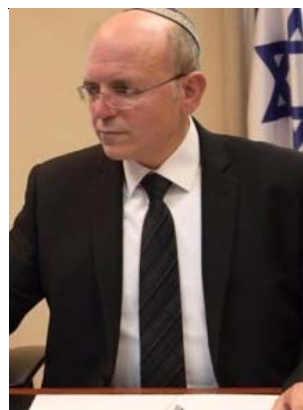
Les Iraniens sont des amis fidèles, cependant ils ont culturellement tendance à embarquer leurs amis dans leurs affaires. Jamais les Syriens n'expulseront les Iraniens qui les protègent de l'expansionnisme israélien et à qui ils doivent d'avoir tenu au début de la guerre (2011-14). Mais si les Iraniens étaient de réels amis des Syriens, ils se retireraient militairement de ce pays au profit de la Russie, de sorte que les États-Unis puissent reconnaître la légitimité du gouvernement de Bachar el-Assad. Au lieu de quoi, ils utilisent la présence de leurs troupes pour provoquer Israël et tirer des roquettes sur son territoire depuis la Syrie.

## Les trois conseillers nationaux de Sécurité

John Bolton (USA), Meir Ben-Shabbat (Israël) et Nikolai Patrouchev (Russie), les trois conseillers nationaux de Sécurité, ont les mêmes fonctions, mais pas les mêmes expériences.

Bolton est persuadé de la supériorité ontologique de son pays sur tous les autres. Il a une expérience des relations internationales qu'il a acquise d'abord durant les négociations de désarmement et surtout lorsqu'il était ambassadeur au Conseil de sécurité (2005-06). Bien qu'il prenne des initiatives flamboyantes, il est tout à fait capable de reculer lorsqu'il pense avoir tort. C'est d'ailleurs parce qu'il a la capacité d'encaisser personnellement les erreurs de son camp que le président Trump l'a conservé à ce poste.

Meir Ben-Shabbat est un homme de foi, persuadé, quant à lui, d'appartenir à un peuple élu, mais maudit. Ce n'est pas un diplomate, mais un expert du contre-espionnage. Cependant lorsqu'il dirigeait le Shin Bet, il a manifesté une réelle finesse à la fois pour lutter contre le Hamas, pour le manipuler et éventuellement pour négocier avec lui. Son excellente connaissance des multiples forces du Moyen-Orient lui permet instantanément de saisir ce qui peut durer et ce qui ne sera qu'éphémère.



**Meir Ben-Shabbat**

Enfin Nikolai Patrouchev est un seigneur de la haute-fonction publique russe. Il est certainement celui des trois qui a la plus haute vision de l'échiquier mondial. Lorsqu'il a succédé à Vladimir Poutine à la tête du FSB, il a dû affronter des tentatives de débauchage de ses directeurs par les États-Unis et par Israël. En définitive, après des années de turbulence, il a repris en main cette machine. Puis, il a affronté la déstabilisation de l'Ukraine par les États-Unis et l'Union européenne, qui s'est finalement soldée par l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie. Il ne négociera pas un dossier contre un autre, mais veillera au contraire à ce que toutes les décisions soient cohérentes.

Ces trois stratèges vont devoir définir les contours d'une distribution des cartes que, par la suite, des diplomates devront négocier. Leur rôle est

d'imaginer un accord viable sur le long terme, tandis que celui des diplomates sera de compenser les pertes des perdants pour leur rendre cet accord acceptable.

*Thierry Meyssan*

---

[1] J'expose ma vision des choses dans *Sous nos yeux*, éditions Demi-Lune (2017).

[2] « [Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 juillet 2017.

[3] « [Que sait Avigdor Lieberman ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2019.

[4] Le président syrien Adib Chichakli était membre du PSNS. Il militait donc pour la reconstitution de la Grande Syrie avec toutes ses minorités. À ce titre, il pouvait accepter que le Protectorat britannique de Palestine devienne un État binational (projet de l'Onu), mais pas qu'il se divise en deux États monoethniques (initiative de Genève et conférence d'Annapolis).

[5] *Syria and the United States. Eisenhower's Cold War in the Middle East*, David W. Lesch, Westview Press (1992)

[6] « [Qui est l'ennemi ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 août 2014.

[7] Rappelons qu'à la différence de celui du Fatah, le programme du Hamas ne vise pas à lutter contre l'impérialisme en Palestine, mais à créer un califat dans l'ensemble du monde musulman.

---

Source : « Sommet tripartite secret de Jérusalem », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 juin 2019, [www.voltairenet.org/article206703.html](http://www.voltairenet.org/article206703.html)